



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2025-8655-015

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de vêtements de travail aux ouvriers forestiers employés par la direction territoriale Grand-Est de l'Office national des forêts, avec livraison sur toutes les Unités de productions de l'Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne (08, 10, 51, 52, 54, 55, 57, 88).

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Grand-Est
Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est M Christophe FOTRE, Directeur Territorial Grand-Est de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.2.	PERSONNE SIGNATAIRE DE L'ACCORD-CADRE	3
1.3.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	3
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF OU TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS :	3
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	3
2	OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	3
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
2.2.	PROCEDURE.....	3
2.3.	CLASSIFICATION CPV	4
3	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	4
3.1.	FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	4
3.1.1.	<i>Décomposition en lots</i>	4
3.1.2.	<i>Modalités d'attribution de l'accord-cadre</i>	4
3.2.	VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	4
4	SPECIFICATION TECHNIQUES GENERALES	4
4.1.	NATURE DES PRESTATIONS.....	5
4.1.1.	ELABORATION ET FOURNITURE DU CATALOGUE.....	5
4.2.	CONFORMITE	5
5	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	5
6	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	6
6.1.	PASSATION DES COMMANDES.....	6
6.2.	NATURE DES PRESTATIONS.....	6
6.3.	LIEUX ET MODALITES DE LIVRAISON.....	7
6.4.	DELAIS DE LIVRAISON.....	7
6	CLAUSE D'EVOLUTION TECHNIQUE DES PRODUITS	7
7	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	8
7.1.	UNITE MONETAIRE	8
7.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	8
7.2.1.	<i>Nature des prix</i>	8
7.2.2.	<i>Contenu des prix</i>	8
7.3.	VARIATION DANS LES PRIX	8
7.4.	MODIFICATION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS	8
7.5.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	9
7.5.1.	<i>Acomptes</i>	9
7.5.2.	<i>Facturation</i>	9
7.5.3.	<i>Transmission des factures</i>	9
7.5.4.	<i>Délai global de paiement</i>	9
7.5.5.	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	10
8	PENALITES	10
8.1.	MODALITES DE RETARD DE LIVRAISON	10
8.2.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	10
9	DROIT, LANGUE	11
10	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	11
10.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	11
10.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	11
10.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	12
10.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	12

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Grand Est, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798 dont le siège est au 5, rue Girardet – CS 65219 - 54052 Nancy Cedex.

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est M Christophe FOTRE, Directeur Territorial Grand-Est de l'Office national des forêts.

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est :
Mme Christine SCHMITT
Cité Administrative – 14 rue du Maréchal Juin – 67000 Strasbourg

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus :

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **juridique** est :
Service Achats de la DT Grand Est
Cité Administrative – 14 rue du Maréchal Juin – 67000 Strasbourg
Email : achats.grand-est@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **technique ou administratif** est :
Mme Victoria CHONAVEL
Assistante achats
5 rue Girardet – 54000 Nancy
Téléphone : 06.18.01.60.64 – Email : victoria.chonavel@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de vêtements de travail aux ouvriers forestiers employés par la direction territoriale Grand-Est de l'Office national des forêts, avec livraison sur toutes les Unités de productions de l'Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne (08, 10, 51, 52, 54, 55, 57, 88).

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

Sur toute la durée du marché, tous lots confondus, le montant maximale de commande ne pourra en aucun cas dépasser le seuil du signataire c'est-à-dire 215 000€ HT.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

81100000-0	Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires.
------------	---

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 4 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Lots	Prestations	Nombre d'articles
1	Vêtements de travail sans bande institutionnelle	38
2	Vêtements de travail avec bande institutionnelle	11
3	Chaussures	5
4	Accessoires	8

3.1.2. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Chaque lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation, mais ne pourront être attributaire que de 3 lots au maximum.

Néanmoins, un soumissionnaire pourra être attributaire d'un nombre plus important de lots dans l'hypothèse où pour des lots mono-attributaires il serait l'unique candidat et à la condition que son offre soit acceptable. Dans ce cas, le soumissionnaire sera contacté par le pouvoir adjudicateur avant l'attribution de l'accord-cadre afin de vérifier avec lui sa capacité à exécuter ces lots et recueillir son accord.

3.2. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché ne prévoit pas de PSE.

Les variantes ne sont pas autorisées.

4 SPECIFICATION TECHNIQUES GENERALES

Préambule :

La fourniture des vêtements de travail concerne environ 300 Ouvriers forestiers, cette donnée est indicative et non contractuelle.

Les vêtements de travail sont destinés principalement à un usage extérieur en toute saison.

En conséquence :

1 - la composition des vêtements doit être adaptée :

- aux conditions climatiques : les vêtements proposés doivent être une protection contre le froid, l'humidité et la chaleur,
- aux conditions environnementales : les vêtements proposés doivent être particulièrement solides et extrêmement résistants à l'abrasion au niveau des articulations tout en assurant une bonne liberté de mouvements.

2 - La gamme de couleur de ces effets doit aussi être adaptée au milieu naturel : vert, brun, bronze, beige, gris, paille.....

Toutefois, pour les vêtements de corps tels que, tee-shirt, polo, blouson, parka, il est demandé d'avoir le choix également dans des couleurs vives (jaune, orange, rouge).

3 – La taille des vêtements doit s'échelonner du XS au 5XL ou du 34 au 60.

4.1. Nature des prestations

Le titulaire du lot devra prendre en charge :

- La fourniture des articles décrits dans l'annexe 1, du cahier des clauses administratives techniques particulières ;
- L'approvisionnement, le conditionnement des effets, les emballages, la manutention ;
- L'expédition, les frais de transport sur les différents sites (mentionnés sur les bons de commandes) avec prises de rendez-vous, les taxes, les manutentions, les frais d'assurance de la marchandise pendant le transport, ainsi que les frais de retour au fournisseur des effets défectueux à remplacer (article défectueux, erreur de couleur, erreurs de taille (soit quand la taille ne correspond pas au tableau de mesures fourni, soit lorsqu'il y a une erreur par rapport à la taille commandée initialement)...);
- Un reporting ou synthèse des articles commandés remis à l'ONF sous format Excel.

Pour les articles avec bande institutionnelle, la fourniture et la réalisation de la bande de poitrine brodée conforme à la charte graphique O.N.F.

4.1.1. Elaboration et fourniture du catalogue

Les soumissionnaires doivent fournir un exemplaire de catalogue lors de leur dépôt des offres.

Le titulaire devra prendre en charge l'élaboration d'un catalogue récapitulant les articles, les prix indiqués en face de chaque article, avec les descriptifs et les photos des effets retenus.

Ce catalogue devra être accompagné d'une fiche de mensurations précise et d'un tableau donnant les correspondances des tailles par rapport aux vêtements proposés. Les équivalents des tailles devront être précisés en taille française. Le bon à tirer est soumis à l'approbation de l'ONF ;

4.2. Conformité

Ces vêtements doivent obligatoirement avoir le marquage CE qui atteste de la conformité de ces équipements aux exigences essentielles de la directive européenne 89/686/CEE du 21 décembre 1989 modifiée par les directives 96/58/CEE et 93/95 (marquage).

Les articles doivent être accompagnés d'une notice d'utilisation et/ou d'une fiche technique en langue française et de leur certificat de conformité aux normes CE.

5 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement à compléter pour chacun des lots ;

- Bordereau des Prix Unitaires au présent marché à compléter pour chacun des lots ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Techniques Particulières (CCATP), dont les exemplaires originaux, conservé dans les archives de l'ONF, font seul foi ;
- les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1. Passation des commandes

Il est envisagé une commande principale annuelle d'une valeur maximale de 150 euros par ouvrier forestier par site de livraison (ou unité de production), regroupant les commandes individuelles des personnels.

L'ONF se réserve le droit de passer jusqu'à dix commandes supplémentaires exceptionnelles par unité de production.

Chaque commande précisant le service destinataire et l'adresse de livraison, sera adressée au titulaire de l'accord-cadre accompagnée des fiches individuelles nominatives précisant les références, les quantités et les tailles des articles à livrer.

Aucune livraison ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché : 2025-8655-015
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- leur quantité attendue ;
- le montant H.T. ;
- le(s) lieu(x) de livraison ;
- les dates de livraisons.

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les commandes émises en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des commandes sera de 2 mois.

6.2. Nature des prestations

Conformément à l'article 20.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures les risques afférents au transport ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement incombent au titulaire du marché.

Les fournitures doivent être livrées convenablement emballées par le titulaire de manière à ce que les marchandises puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents au transport.

Le titulaire est tenu de transmettre les consignes de livraison aux prestataires qui effectueront pour son compte la livraison et de prévoir le personnel nécessaire pour son exécution.

En cas d'échange, de retour d'un ou de plusieurs articles, le titulaire prend à sa charge les frais de transport conformément aux dispositions de l'article 6.3 du présent cahier.

Le titulaire prend à sa charge les taxes et assurances afférentes

6.3. Lieux et modalités de livraison

Les livraisons doivent être effectuées pendant les jours et heures ouvrés, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30, sauf indication contraire portée dans le bon de commande.

Pour que la livraison soit acceptée les colis devront être déposés en présence d'un agent de l'ONF, à l'intérieur des locaux et à l'abri des intempéries. Le non-respect de cette clause dégagera l'ONF de toute responsabilité concernant la marchandise livrée.

La vérification quantitative portera sur le nombre d'éléments. En cas de livraison incomplète, celle-ci devra être complétée dans les 15 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

La vérification qualitative portera sur la conformité des fournitures par rapport aux prescriptions techniques stipulées ainsi que la qualité technique apparente des fournitures livrées. En cas de non-conformité des fournitures livrées ou de fournitures défectueuses, celles-ci devront être remplacées dans les 15 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

Toute livraison effectuée dans un lieu différent de celui indiqué dans le bon de commande sera considéré comme non réceptionné.

6.4. Délais de livraison

Le délai de livraison de chaque lot sera proposé par le candidat dans son offre au travers de la fiche de renseignements.

Celui-ci ne pourra toutefois pas excéder 17 semaines.

Il débutera à compter de la réception du bon de commande.

6 CLAUSE D'EVOLUTION TECHNIQUE DES PRODUITS

Si durant l'exécution du présent accord-cadre, l'article référencé subit une évolution technique, d'origine réglementaire ou non, conduisant à l'interruption de la production du modèle initialement retenu et donc son indisponibilité, le titulaire peut proposer un article en remplacement. De la même façon, s'il s'avère qu'un produit de meilleure qualité et/ou augmentant la sécurité des utilisateurs est mis en production, l'article référencé peut être modifié.

Les modifications techniques devront respecter au mieux les spécifications techniques de l'accord-cadre, nécessitant une acceptation préalable et écrite de l'ONF.

Par courrier, le titulaire devra adresser à l'ONF, dans un délai de trois mois avant la fin de production de l'article concerné, un dossier comprenant :

- Un justificatif d'obsolescence du produit rendant indisponible le maintien de la production de l'article référencé dans le présent accord-cadre ;
- Les spécifications techniques du produit proposé en remplacement ;
- Les différences techniques entre le produit remplacé et le nouveau produit proposé ;
- Son coût unitaire hors taxes, les évolutions techniques ne devront pas entraîner une hausse du coût unitaire du produit de plus de 10% ;
- La date de mise à disposition du produit remplaçant.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier, l'ONF transmettra par courrier sa décision au titulaire d'accepter ou non le produit remplaçant proposé.

L'acceptation écrite vaudra application à la date de mise à disposition indiquée dans le dossier de remplacement sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant aux spécifications techniques.

7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

7.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix est fixé dans le Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.
- La manutention, le conditionnement, l'emballage et le transport mais également les frais de retour de marchandise pour échange

7.3. Variation dans les prix

Les prix sont révisibles suivant la formule suivante :

$P = P_o [0,15 + 0,85 (0,5 \cdot S1/S_o + 0,5 \cdot C1/C_o)]$,

P = prix HT révisé pour la période de reconduction proposée,

P_o = prix HT de base du marché mentionné sur l'acte d'engagement,

Les indices S et C sont les indices publiés sur le site Internet de l'INSEE.

S= Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) – Identifiant 001565185.

C = Indice mensuel de prix de production – Articles d'habillement, marché français – Identifiant 010764893.

La valeur des indices de révision (S1, C1) est la dernière valeur publiée de chacun de ces indices au jour de la révision.

La valeur des indices de base (S_o, C_o) est celle des mêmes indices un an auparavant.

Les prix révisés ainsi calculés seront arrondis à 2 décimales selon les règles d'usage (à la valeur inférieure si le dernier chiffre obtenu est compris entre 0 et 4, à la valeur supérieure s'il est compris entre 5 et 9). Ils ne s'appliquent qu'aux fournitures commandées pour la période de reconduction concernée.

Cette révision est réalisée à la demande du fournisseur 3 mois avant la date anniversaire du marché, à défaut le titulaire est réputé y avoir renoncé.

7.4. Modification dans la masse des prestations

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires s'avéraient nécessaires :

- Soit les nouveaux prix seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle

de l'offre de base. Les nouveaux prix pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

- Soit par application des prix du ou des catalogues / tarifs publics applicables à l'ensemble de la clientèle, se rapportant aux prestations objet de l'accord-cadre et affectés du/des taux de remise porté/s à l'acte d'engagement.

Les nouveaux prix seront établis à valeur du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, et subiront les mêmes variations que les prix initiaux.

Le bordereau des prix unitaires sera éventuellement modifié en conséquence.

Limitation : Ces nouveaux prix ne pourront être créés que de manière exceptionnelle dans la limite de 10% du total de nombre de lignes apparaissant au BPU soit un total de 1 ligne.

7.5. Modalités essentielles de paiement

7.5.1. Acomptes

Sans objet

7.5.2. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2025-8655-015 ;
- les références du bon de commande afférent
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET du titulaire
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Identification et engagement du candidat » de l'acte d'engagement.

7.5.3. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande créée dans SAP et signé par l'ONF sous format 450XXXXXXX ou 470XXXXXXX.
- Numéro d'identification :
662043116 03798, SIRET mentionné sur le bon de commande.

7.5.4. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.
Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.5.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

8.1. Modalités de retard de livraison

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai de livraison est dépassé par le fait du titulaire du marché, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 50 euros HT par jour calendaire de retard.

Un courrier de relance servira de point de départ au calcul des pénalités, à compter de sa réception, il sera appliqué les 50€ de pénalités par jour (calendaire) de retard.

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera automatiquement accordé(e) au titulaire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, titulaire ne respectant pas le délai de prévenance de 24h avant la livraison, se verra appliqué une pénalité de 200 euros.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

8.2. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivant la date de calcul des pénalités.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

8.3. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

8.4. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-

2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr